

## À PROPOS DE L'ÉDITEUR

La Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC) est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte des classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et auto-gérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distributions. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste "*de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins*".

### Lisez Cause commune!



Outre une brochure de temps en temps, la NEFAC produit régulièrement un journal gratuit.

La plus récente édition est toujours disponible sur notre page web.

Pour en obtenir des copies papiers, écrivez au groupe le plus près de chez-vous.

### Contacts au Québec:

Québec: [nefacquebec@yahoo.ca](mailto:nefacquebec@yahoo.ca)

Montréal: [mtl@nefac.net](mailto:mtl@nefac.net)

Sherbrooke: [sherbrooke@nefac.net](mailto:sherbrooke@nefac.net)

Saint-Jérôme: [ostrogoth@resist.ca](mailto:ostrogoth@resist.ca)

Trois-Rivière: [la\\_reponse@hotmail.com](mailto:la_reponse@hotmail.com)

### Blogues:

[www.voixdefaits.blogspot.com](http://www.voixdefaits.blogspot.com)

[www.nefacmtl.blogspot.com](http://www.nefacmtl.blogspot.com)

[www.nefac-sherbrooke.blogspot.com](http://www.nefac-sherbrooke.blogspot.com)

**NEFAC.net**

MAI 2008

# LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

## À TRAVERS LA PRESSE ANARCHISTE



---

LES ÉDITIONS RUPTURES

noir ainsi que d'une magnifique bannière.

La campagne contre les élections, quand à elle, fut un succès. L'implication avec nos camarades de la NEFAC en est une résultante logique, puisque les tâches ont été réparties convenablement, et qu'à plusieurs personnes motivées, l'effort est là. Le résultat est clair : une coalition ("Nous On Vote Pas !"), un site web, un journal en commun, de la propagande, une affiche couleur, des autocollants, beaucoup de pages dans les médias, des entrevues, une plainte du Directeur Général des Élections, de nombreux commentaires sur notre adresse e-mail, des débats...bref, un vrai succès ! Par la suite, la revue francophone de la NEFAC, Ruptures, donnera une entrevue d'excellente facture avec 4 militantEs du RAME.

Une soirée discussion sur le communisme libertaire fut organisée, et n'attira qu'une dizaine de personnes. C'est suite à cette campagne que les choses se sont tout simplement arrêtées. Il y eut peu ou pas de réunions par la suite, et on sentit rapidement une perte d'intérêt et de motivation chez les plus actifs et actives. La dernière assemblée générale nationale eut lieu le 6 mai 2007 au local de l'Organisation Populaire des Droits Sociaux. La dernière apparition publique du RAME fut lors de l'assemblée publique des libertaires pour le mouvement de grève étudiante, en août 2007. CertainEs se sont tout bonnement rapprochés de la NEFAC-Montréal pour en devenir soit sympathisantEs, soit membres. D'autres continuent à s'impliquer dans différents collectifs et groupes anticapitalistes ou de justice sociale. CertainEs ont disparus.

Une deuxième Marmite à tout de même été produite par un petit groupe de personne, sans que l'on puisse dire que cela c'est fait à l'intérieur de la structure du réseau. Elle a vu le jour à l'automne 2007, et continu à être distribué.

Le Réseau Anarchiste en Milieu Étudiant a été, en définitive, une aventure intéressante pour ses principaux acteurs et actrices. Malgré l'échec, l'expérience d'une organisation sur une plus grande échelle s'est fait ressentir, et si aujourd'hui une plus grande maturité politique a vu le jour chez plusieurs, c'est une incidence directe de la grève générale illimitée et de l'expérience du RAME, aussi minime soit-elle. CertainEs militantEs ont pu faire le choix de leur implication, et il est possible dorénavant de situer certains débats et certaines analyses avec une réalité qui nous a été propre. Il est parfois bon de ne pas voir l'échec là où il semble le plus manifeste.

**comité Avis de Décès.**

## PRÉFACE

Mai 68, un symbole toujours très présent dans les sociétés occidentales. Surtout chez les étudiantes et étudiants qui espèrent changer le monde. Beaucoup sont encore de ce nombre, mais il reste qu'aujourd'hui, il est difficile de comparer la force de la mobilisation étudiante à celle qui a fait sa renommée. Et pourquoi ne pas aider un peu, s'est-on dit à la NEFAC! Bien sûr, on est loin d'une éducation populaire autogérée au Québec. On peut aussi reprocher aux syndicats étudiants mille et un tournants : sa structure bureaucratique, la tendance à la centralisation, sa propension à vouloir être légitimement reconnu et donc de satisfaire les demandes gouvernementales et médiatiques, etc. Dans tous les cas, même s'il faut encourager les alternatives concrètes autonomes à ce système d'éducation pourrie, la solution ne réside pas dans la désertion des mouvements sociaux. Les masses ne seront pas spontanément révolutionnaires après tout.

Ces dernières années, le combat du mouvement étudiant s'est relevé de ses cendres avec la naissance de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante. Initiatrice de la mobilisation étudiante de 2005, la plus rassembleuse de l'histoire du Québec, sa fondation en 2001 voulait faire renaître la tradition du syndicalisme de combat de l'ANEEQ et du MDE contre le corporatisme des fédérations étudiantes. Devant la privatisation à bon train de l'éducation, la hausse de la facture étudiante, les coupures dans les prêts et bourses, des étudiants et des étudiantes se mobilisent pour contrer les coupures. À la NEFAC, nous avons cru bon s'y investir : l'éducation est un droit collectif qu'il faut défendre en tant qu'étudiants et étudiantes, mais aussi en tant que travailleurs et travailleuses. C'est dans la lutte qu'il faut apprendre à s'organiser.

Le mouvement étudiant est une première expérience militante pour plusieurs. Particulièrement pendant les grèves, l'organisation nécessite l'implication des membres : autogestion collective de la bouffe, du local, de la négociation ; prises de décision collective en assemblée générale ; délibération sur les stratégies politiques sont autant d'exemples qu'on garde en mémoire. Nous apprenons aussi de nos erreurs et en ce sens, détaillons notre

argumentaire tactique et théorique. Les activistes radicaux n'ont-ils pas tous et toutes connu-e-s une organisation de ce genre? Au Québec en tout cas, plusieurs d'entre nous ont connu l'une ou l'autre des grèves étudiantes.

Nous vous présentons ici un recueil des textes que nous avons publiés en lien avec le mouvement étudiant et ses mobilisations depuis 1996 : grève générale étudiante de 1996, de 2005 et la tentative de 2007 ; Sommet du Québec et de la Jeunesse, mobilisation contre la Zone de libre-échange des Amériques, Réseau anarchiste en milieu étudiant (RAME). Nous opposons à la vision syndicaliste une perspective révolutionnaire d'autogestion. Mais si on dénonce la bureaucratie syndicale, nous appelons aussi à rejoindre les mouvements sociaux dans leur lutte et défendre nos positions communistes libertaires.

**Montréal, mai 2008**

---

Les ÉtudiantEs Libertaires de l'Ouest de Montréal (ELOM)  
Des individus du cégep de St-Laurent  
Des individus de l'Université de Montréal

Tous ces participantEs mis ensemble ont atteint des assemblées générales nationales qui variaient entre 20 et un peu plus de 40 personnes (ce fut le cas lors d'une assemblée à Québec). La Marmite ayant été produite, un comité s'est assurée de sa distribution. Au même moment, l'effort était constant sur la consolidation du réseau. Les réunions et les assemblées étaient continuellement ralenties par des questions de structure. Une combinaison d'indiscipline, de manque de temps et de priorité a fait en sorte qu'au bout du compte, de sa naissance jusqu'à sa mort, le RAME n'aura jamais réglé les questions de structure interne. Il est essentiel de préciser que la plupart des militantEs actifs et actives l'étaient aussi ailleurs, notamment dans leurs propres associations étudiantes. Un dédoublement de tâches a rapidement vu le jour et s'est retrouvé être un problème central au cœur de presque toutes nos discussions. Comment consolider une organisation anarchiste en milieu étudiant tout en militant au sein de l'exécutif de l'association étudiante locale ? Cette question en pose d'autres, et c'est un débat important qui n'a pas été résolu.

Dans le courant de cette période, le RAME a fait un atelier sur l'éducation à l'Université McGill, pour le compte du GRASPE, en plus d'être présent dans les quelques manifestations anticapitalistes qui eurent lieu à pareille date (notamment contre la présence canadienne en Afghanistan et à plus large échelle contre la guerre impérialiste toujours en cours). Quelques présences à des entrevues radios communautaires sont aussi à souligner. Nous avons également mis en place un site web et un forum d'organisation interne, en plus d'une liste d'envoi qui regroupait 92 personnes, ce qui représentait un important bassin de contacts.

Lors de la deuxième moitié d'existence du RAME, c'est à dire à partir de la toute fin de l'année 2006, deux campagnes furent mises sur pied. Malgré que le réseau était (et fut toujours) chambranlant, notamment en ce qui avait attrait à la séparation groupes/individus (réseau de groupes ou réseau d'individus ?) le RAME plonge tête la première dans une campagne anti-guerre, et une autre anti-élection, avec les camarades de la Fédération des Communistes Libertaires du Nord-Est (NEFAC). On peut très clairement dire que la campagne anti-guerre fut un échec. Le RAME a participé avec d'autres groupes et collectifs à des actions, mais n'a rien organisé sur ses propres bases, si ce n'est une action à la Fête des Neiges de Montréal. Cette action ne fut plus clairement organisée par le RAME, même si la plupart des militantEs montréalaisEs s'y sont retrouvés, ainsi que des individus. Nous cherchions alors à entarter la mascotte de l'armée canadienne présente à la Fête, ainsi qu'à déranger le camp de l'armée sur les lieux. Ce fut partiellement réussi. Quand aux participations aux manifestations, il faut quand même dire qu'en termes de visibilité, le RAME eut un franc succès, surtout grâce à la présence dans nos rangs du "couturier révolutionnaire" et sa fabrication d'une multitude de drapeaux rouge et

## BILAN DU RÉSEAU ANARCHISTE EN MILIEU ÉTUDIANT

Le Réseau Anarchiste en Milieu Étudiant (RAME) est né des conséquences immédiates de la grève générale illimitée de l'hiver 2005. Sa mise à pied s'est faite lors d'une rencontre du comité Libertad, collectif anticapitaliste au sens large, au mois de juin 2005. Le but initial était de regrouper certains anarchistes, tout en s'excluant des divers courants "radicaux" qui prenaient corps suite à la grève. Le RAME était donc une conclusion de nos analyses et directions politiques suite à la grève.

Le comité Libertad a lancé un appel à la formation d'un tel réseau lors de l'été. Il fut globalement bien reçu, et c'est lors de cette période que fut décidée le nom de l'organisation ainsi que les grandes orientations. Lors des premières rencontres de fondation, l'optimisme était de mise : beaucoup de militantEs provenaient de Montréal, mais aussi de Sherbrooke et de Québec. L'idée de construire un grand réseau national au cœur du mouvement étudiant prenait forme. Le RAME se voulait être un réseau de groupes locaux, à l'image du comité Libertad, réseauté entre eux par le biais de divers comités d'organisation (comité suivi, comité agit-prop) et chapeauté par des assemblées générales locales et, instance suprême, l'assemblée nationale. Il est important de souligner politiquement que le RAME fut la deuxième organisation spécifiquement communiste libertaire à voir le jour au Québec. Cette affirmation claire d'une tendance anarchiste fut le fruit de longues discussions, parfois générant certaines polémiques.

Dans sa première moitié d'existence, le RAME se concentra sur l'élaboration d'un journal, appelé La Marmite. Celui-ci fut complété et distribué à l'échelle du Québec, via de nombreux contacts, et même jusqu'en Colombie-Britannique et en France, où des camarades nous félicitaient pour cette initiative qu'ils et elles jugeaient inspirante. Il est à noter qu'historiquement les jeunes anarchistes qui tentent de s'organiser au sein ou autour du mouvement étudiant en mettant de l'avant un processus organisationnel défini n'a pas été un franc succès dans les dernières années, tout du moins sur la durée. Il reste peu, aujourd'hui, de "groupes de jeunes libertaires" spécifiques - peut-être parce que la plupart des différents groupes, collectifs ou organisations anarchistes sont elles-mêmes constituées de jeunes.

Les différents groupes qui ont été proches ou "membres" du RAME ont été :

Le comité Libertad (cégep du Vieux-Montréal)

Le Comité d'Action Politique de l'UQÀM (CAP-UQÀM)

Le Collectif Anarchiste du Cégep de Sherbrooke (CACS)

Le Collectif Libertaire pour l'École Buissonnière de Québec (CLEB)

Le Grassroots Association for Student Power (McGill)

Le Front de Réflexion et d'Action contre le Capitalisme (FRAC-Maisonneuve)

Le Groupe d'Action Sociopolitique et Environnementale du cégep de Trois-Rivières (GASPE)

## LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 1996

*Voici l'un des textes du dossier spécial que consacrait le journal anarchiste Démanarchie à la grève générale étudiante de 1996.*

### LE MOUVEMENT ÉTUDIANT FRAPPE!

Le Québec vient d'être secoué par une vague de grève qui a atteint au total 43 cégeps et 2 universités. Une telle mobilisation ne s'est vue dans aucun secteur social au Québec depuis 1986, année de la dernière grève étudiante victorieuse.

Pour se replacer dans le contexte, on peut dire que depuis 1990, le mouvement étudiant était le bastion des cravatés en puissance, des jeunesses péquistes et libérales et le règne suprême du têtage et du pognage de cul. En six ans, les dirigeantes et dirigeants auto-proclamé-e-s des fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ-FEUQ) ont passé plus de temps à louer des cravates pour leur cellulaire qu'à faire du travail syndical et de défense de droits. Les poubelles du gouvernement ont beau être pleines de leurs pétitions réclamant le report différé du paiement néopartennarial en péréquation des prêts et bourses pour les élèves habitant à l'est de Papineau, ils et elles n'ont jamais reculé devant le ridicule et le bas corporatisme à la Mario Dumont. Lorsque le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) est en mai 1995, les espoirs étaient à nouveaux permis pour ceux et celles qui rêvaient d'un retour du syndicalisme de combat en milieu étudiant. La mort de l'Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec (ANNEQ) et l'échec de la grève de 90 avaient en effet laissé tout le terrain à la droite, un terrain que la FECQ et la FEUQ n'ont pas manqué d'utiliser pour construire le capital politique de jeunes parvenus.

Après un an de coup d'épée dans l'eau et de tergiversations, le MDE n'avait toujours pas fait ses preuves peu avant la session d'automne 96. Hésitant entre des conceptions stratégiques bidon et un réel mouvement de combat, le MDE avait perdu des plumes tout au long de l'année 95-96. Lorsqu'à la fin du mois d'août, l'exécutif proposa de scraper le plan d'action adopté en avril pour faire une grève générale, la situation était au pire. Le MDE avait perdu tout contact avec sa base militante et fonctionnait avec seulement trois personnes sur son conseil exécutif. Cependant, son analyse de la situation allait s'avérer juste...

Le 22 octobre, une assemblée générale de 1100 personnes vote la grève au cégep Maisonneuve à partir du 24 octobre, date à laquelle se tient une manif de 1500 personnes dans le centre-ville de Montréal. Le même jour, une assemblée générale d'environ 3000 personnes vote pour la grève au cégep du Vieux-Montréal. Le 29, ils et elles sont suivi-e-s par les étudiantes et étudiants de Marie-Victorin. Le 30, ce sont les cégeps St-Laurent, Rosemont et Lionel-Groulx qui emboîtent le pas. Le 31, le cégep de Valleyfield entre en grève à son tour. Et ainsi de suite jusqu'au 20 novembre. Au bout du compte, une quarantaine d'institutions seront affectées au moins une journée par le mouvement de grève, les plus endurci-e-s restant en grève pendant presque un mois complet. Pendant ce laps de temps, les journées où il n'y eu aucune action d'organisée se comptent sur les doigts de la main.

Autant au niveau du MDE que des fédérations étudiantes, on peut dire que tout le monde a été dépassé par la grève de 96. Lors de son congrès les 7 et 8 septembre 1996, le Mouvement pour le droit à l'éducation s'était fixé un plancher de douze cégeps avant le déclenchement de la grève. Pendant plus d'un mois et demi, ses militantes et militants se demandaient s'il s'agissait là d'un objectif réaliste. Un cégep comme le Vieux-Montréal se demandait s'il allait atteindre son quorum de 700 personnes à l'assemblée générale et voulait proposer une grève pour le mois de janvier. Ô surprise! Même chose à Rosemont, où l'exécutif voulait proposer une grève d'une semaine et où il fut complètement dépassé par son assemblée générale. En fait, les exécutifs qui voulaient vraiment faire la grève se comptent sur les doigts d'une main. Tout le problème posé par les anarchistes de la représentation par la base refait ici surface.

### Bilans positifs et négatifs

Le lundi 18 novembre, après presque un mois de grève, Pauline "la câlisse" Marois annonce les intentions de son gouvernement en matière d'éducation. Le PQ va geler les frais de scolarité à l'université, maintenir la gratuité scolaire au collégial et ne réduira pas l'enveloppe globale des prêts et bourses. Les fédérations étudiantes crient victoire. "On a gagné grâce au lobbying", diront certains. Le MDE se réjouit de ces gains partiels et temporaires et les cégeps arrêtent tranquillement la grève. Dans le contexte actuel, le fait que le Parti Québécois-parti-bourgeois ait reculé sur ces questions est déjà une victoire énorme. Malgré certains reculs, dont le pire semble être le retour de la taxe à l'échec (il faut payer deux piastres par heure de cours aussitôt qu'on a eu deux échecs et plus dans une session), la grève étudiante se solde par des gains.

Un autre aspect extrêmement positif de la grève étudiante est celui de la tradition de démocratie directe qui s'est installée parmi les grévistes. En effet, autant dans les actions et dans la rue, les militantes et militants commencent à redécouvrir qu'ils et elles sont les seul-e-s artisan-ne-s de leurs décisions collectives. Ces assemblées,

La campagne " Pour un réinvestissement, pas n'importe comment " se poursuit à l'automne, bien que le recours à la grève générale illimitée soit mis en suspens en vue d'élargir le mouvement. L'ASSÉ analyse que les votes d'assemblées générales des dernières semaines indiquent que bon nombre d'étudiants et d'étudiantes sont prêts et prêtes à lutter pour un accès universel au droit à l'éducation.

L'ASSÉ précise que l'escalade des moyens de pression va s'accroître au cours des prochaines semaines. Plusieurs journées d'actions sont à prévoir, dont une manifestation nationale le 15 novembre prochain. " L'accalmie n'est pas une option : c'est dans les rues que nous allons mettre de l'avant nos revendications, que le gouvernement se le tienne pour dit " avertit Guillaume Fortin, porte-parole de l'ASSÉ. L'ASSÉ invite les associations étudiantes du Québec, quelle que soit leur allégeance, à se mobiliser : des journées de grève sont aussi envisagées pour l'occasion.

### Éducation populaire

Pour contrer la désinformation, l'ASSÉ relance une vaste campagne d'éducation populaire sur ses revendications. Les étudiants et étudiantes membres de l'ASSÉ revendiquent une amélioration de la qualité des ressources et services en éducation post-secondaire, et ce, libre de l'emprise du privé. La mise en place d'un système de garde public adapté à la conciliation études-familles paraît primordiale en ce sens. La gratuité scolaire demeure le meilleur moyen d'assurer l'accessibilité du droit à l'éducation. " Le discours comptable des gestionnaires de service a toujours aussi bonne presse : nous allons à l'encontre d'une idéologie qui vide de sens toute responsabilité publique. Il nous faut diffuser plus largement notre projet de société " indique Guillaume Fortin.

*Extrait du blogue de l'Union Locale de la NEFAC-MTL (La Commune-  
<http://nefacmtl.blogspot.com>)*

scolaire, c'est permettre d'extirper l'éducation du rapport marchand. À tout de moins pour y accéder, parce qu'il est vrai qu'on passe ici sous silence l'intervention des entreprises privées dans la structure des écoles. Permettre aux sans-statuts, aux classes les plus pauvres ou encore aux chômeurs et chômeuses d'aller (ou retourner) sur les bancs d'école, c'est juste et nécessaire! C'est gage d'une société qui reconnaît qu'il n'y a pas de frontière à l'apprentissage et que l'éducation ne devrait pas être réservée à une élite.

Défendre la gratuité scolaire, c'est défendre les fondements d'une société juste et égalitaire. C'est un pas dans la bonne direction. Bien sûr parce que nous - communistes libertaires - voulons appuyer les mouvements sociaux dans leur lutte contre le patronat et la classe bourgeoise. C'est à travers la lutte qu'on cerne spécifiquement les divisions qui séparent notre société : nous n'avons pas tous et toutes les mêmes intérêts. Il faut se le répéter, la classe politique et économique a tout intérêt à augmenter les frais de scolarité : ils et elles capitaliseront sur notre endettement. Demander que notre éducation soit gratuite est à la croisée des intérêts de classe. Il n'y a après tout pas de hasard sur les difficultés de cette mobilisation. Malgré le travail constant des tribunes publiques à l'effet que la gratuité scolaire soit utopique, de plus en plus de gens se rallient à ce projet.

Même si elle n'est pas gage de l'abolition de la dette étudiante, la gratuité scolaire assure néanmoins la différence entre un service et un droit. Nous ne voulons pas d'une éducation qui est réservée à des privilégié-e-s. Nous refusons tout autant de s'endetter pour avoir accès au savoir développé par les générations antérieures et celui hors des frontières du Québec. Nous n'acceptons pas que ce savoir puisse servir à rentabiliser des sociétés privées. Une éducation gratuite est un pas dans la bonne direction; continuons à faire valoir nos idées pour qu'on sente la nécessité de défendre nos droits.

*Texte extrait de Cause commune no 17*

## **LA GRÈVE EST REPORTÉE...**

### **MAIS LA MOBILISATION ÉTUDIANTE SE POURSUIT ...**

Réunis en congrès les 19 et 20 octobre, les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont dû se rendre à l'évidence: il n'y aura pas de grève générale cet automne. En effet, si une quinzaine d'associations universitaires ont obtenu un mandat de grève, le plancher de 25 000 étudiantEs n'a pas été atteint et aucune association collégiale n'a emboîté le pas. Toutefois, l'escalade des moyens de pression se poursuit.

spontanées ou non, permettent aux gens de confier des mandats clairs aux gens qui les représentent et permettent à tous-te-s de faire valoir leur opinion. Cette pratique, négligée dans presque tous les niveaux d'organisation sociale, s'est instaurée chez les personnes qui ont participé à la grève et restera probablement encreée pour les années à venir. Quand on prend goût à la liberté, il est assez difficile de revenir dans un modèle dirigiste et autoritaire.

Un des pires aspects de la grève est la récupération politique qui a été faite par la FECQ et la FEUQ et qui a aussitôt donné un virage corporatiste (au niveau des médias et de l'opinion publique) au mouvement étudiant. Un corporatisme sur lequel les opposant-e-s à la grève n'ont pas manqué de table (voir les éditoriaux de Mme Bissonnette et d'Alain Dubuc). Notons que dans la plate-forme du MDE, il était clairement écrit que le mouvement n'accepterait pas que les coupures soient faites aux dépens d'autres coupures dans les programmes sociaux ou l'éducation. Une revendication que semblent avoir "négligé" les fédérations.

En deuxième lieu, le mouvement de grève n'a jamais réussi à amener une réelle politisation de la lutte, et ce malgré la volonté du MDE. Si en général les jeunes ont fait la grève parce qu'ils et elles contestent le système dans son ensemble, et le virage à droite néolibéral, on n'entendait parler de rien d'autre que de frais de scolarité, ce qui fait que de l'extérieur il était possible de donner raison à Mme Bissonnette. Le PQ aurait pu se faire démolir à travers cette grève des étudiantes et étudiants, il en sort avec une image un peu moins social-démocrate mais tout de même comme un gouvernement à "l'écoute de la population".

Malgré ces points négatifs, la grève de 96 reste la plus grosse mobilisation au Québec des dernières années. Espérons que les grévistes sont sincères lorsqu'ils scandent : "Ce n'est qu'un début, continuons le combat!"...

*Extrait du numéro de décembre 1996 de Démanarchie (vol. 3 no. 1, p.3).*

*Le texte suivant fut l'éditorial du numéro de Démanarchie suivant immédiatement la grève générale de 1996.*

## **LA GRÈVE FRACASSE LE CONSENSUS NÉOLIBÉRAL**

Les mouvements syndical et populaire, depuis la crise du PQ en 1982, sont vautés dans une stratégie de collaboration de classe, de concertation et de partenariat avec le gouvernement et les élites patronales. Le mouvement étudiant, quant à lui, à un

peu tardé à suivre son grand frère syndical dans ce tournant. C'est depuis la disparition de l'ANEEQ (1), peu après 1990, que le mouvement étudiant a pris le virage de la concertation. Dans un contexte général de collaboration de classe, seulement quelques syndicats (dont le plus important, les travailleurs canadiens de l'automobile, vient de mener une grève exemplaire contre GM) se retrouvent à défendre et à appliquer une ligne syndicale de combat. La même chose est perceptible dans le mouvement étudiant où seulement quelques associations étudiantes locales maintiennent la tradition combative qui fut celle du mouvement étudiant de 1968 à 1990. La réforme Axworthy (2) allait créer certains soubresauts de la tendance combative du mouvement étudiant. La lutte contre cette réforme allait directement mener à la fondation d'un nouveau syndicat étudiant national, le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE). Mais le MDE, hésitant entre une stratégie syndicale de combat et la construction d'un front politique dans la gauche étudiante allait perdre des plumes. Lorsque celui-ci décida de lancer un mot d'ordre de grève générale illimité, personne ne croyait que le MDE allait être capable de réaliser cet exploit. Mais la base étudiante, littéralement écœurée par la situation, allait gifler de plein fouet les conceptions politiques des carriéristes puants qui leur font office de direction.

Briser le faux consensus

Le sommet socio-économique (3), tentative du gouvernement et du patronat pour imposer un consensus bidon à la population québécoise avait obtenu facilement la participation des principaux leaders auto-décrétés du mouvement étudiant. Mais la grève étudiante allait se révéler être l'empêcheur de concerter en rond. Le principal mérite politique de cette grève fut certainement de fracasser le miroir du consensus autour des politiques néolibérales du PQ pour laisser enfin apparaître l'image d'une colère populaire grandissante. La mise en scène péquisto-patronale destinée à fabriquer une fausse unanimité sociale autour de ses coupures sauvages a été démasquée par la grogne étudiante. Malgré leur méthode de fabrication artificielle de consensus digne d'Hollywood, les leaders péquistes furent incapables de masquer le désaccord face à leurs politiques. À un point tel que même un journal bourgeois comme *Le Devoir* réclamait, en éditorial, des élections générales. Selon *Le Devoir*, Lucien Bouchard n'aurait pas la légitimité pour imposer les coupures qu'il prévoit...

### **La stratégie de la concertation discréditée**

Les directions syndicales, étudiantes et populaires sont empêtrées dans une optique de collabos qu'elles nomment pompeusement "concertation". Cette vision de l'action syndicale, directement inspirée de théoriciens tels William Lyon Mackenzie King et John D. Rockefeller, est le nouvel habit des capitalistes "ouvriers" et étudiants qui leur sert de prétexte pour vendre leurs membres à rabais devant un patronat vorace.

## **Appui à l'ASSÉ**

Finalement, nous ne pouvons nous prononcer sur la grève étudiante sans donner notre appui à L'ASSÉ et faire connaître notre désapprobation face à la FECQ/FEUQ. L'ASSÉ s'inscrit dans la tradition du syndicalisme étudiant de combat au Québec, et cherche non seulement à changer radicalement le système d'éducation, mais aussi à initier tout un débat de société autour de nos revendications politiques et économiques. La FECQ/FEUQ, comme appareils, sont manipulés par la classe dominante et chercheront, comme en 1996 et 2005, à intégrer la grève dans une logique de gestion des problèmes sociaux et à la diluer ou même la saborder si nécessaire.

Au Québec, nous avons un mouvement étudiant qui par son ampleur et son dynamisme n'a pas d'égal dans le reste du Canada ni même aux États-Unis. Un nouveau chapitre de son histoire et de sa lutte se met en branle cette année. Aux étudiants d'en faire une victoire.

*Cause commune express, édition spéciale grève étudiante, automne 2007*

## **LA GRATUITÉ SCOLAIRE : UN PAS DANS LA BONNE DIRECTION**

Devant l'échec de la grève générale illimitée, la remise en question des revendications surgit. Déjà, on se questionnait sur la nécessité d'inclure la gratuité scolaire dans la plateforme de revendication à l'hiver dernier : n'aurait-il pas été plus convaincant pour les étudiants et les étudiantes de s'en tenir à contrer le dégel? Les assemblées générales ont, à forte majorité, décidé de continuer à y aller de l'avant avec un plan d'action audacieux, centré sur la gratuité scolaire.

Aujourd'hui, il est difficile de dire si ce sont les revendications en tant que telles, la mobilisation qui l'entoure ou des facteurs internes au mouvement qui n'ont pas permis à la grève de l'automne d'être de l'ampleur qu'on l'attendait. Que le mouvement étudiant ose, dans un contexte politique conservateur, mettre de l'avant la gratuité scolaire est digne d'une volonté de fer. N'est-ce pas tout à son honneur? Peut-être ne s'est-il pas donné tous les moyens nécessaires à concrétiser ses aspirations; peut-être se croyait-il plus imposant qu'il ne l'était; peut-être, néanmoins, qu'il est aussi en réaction à cette société qui tente d'annihiler tout espoir de changement social. L'espoir d'un monde nouveau est la flamme qui anime notre lutte, ne l'oublions pas. Le renouveau du mouvement étudiant marqué par la fondation de l'ASSÉ est certainement dû à sa vigueur dans les revendications, particulièrement avec la gratuité scolaire.

Revendiquer pour le réseau d'éducation, du primaire au post-secondaire, la gratuité

## PERSPECTIVES LIBERTAIRES SUR LA GRÈVE ÉTUDIANTE

Plus tôt cette année, le gouvernement du Parti libéral a dégelé les frais de scolarité, provoquant une hausse du coût des études post-secondaires qui sera en vigueur dès cet automne. C'est sans surprise que l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a lancé un appel clair à la grève. Au même moment, les fédérations étudiantes (FECQ/FEUQ) fidèles à leurs tactiques opportunistes qui consistent à attendre et à surfer sur la vague, n'ont lancé aucun appel en faveur, ou non, de la grève.

Au niveau des revendications, le mouvement est polarisé entre un camp qui privilégie le retour au gel des frais de scolarité et un autre qui réclame immédiatement et sans concession la gratuité scolaire. À la NEFAC, en tant que communistes libertaires, nous croyons que la gratuité scolaire est non seulement la revendication qui politiquement est la plus pertinente mais aussi celle qui reflète le mieux nos positions dans la pratique. Concrètement, un gel des frais de scolarité sans l'élimination des frais afférents, qui ne cessent d'augmenter depuis quelques années, ne réduira en rien la facture finale qu'il faudra payer.

La prochaine grève étudiante, si elle a lieu, donnera une fois de plus aux libertaires l'occasion de mettre à l'épreuve notre principale structure d'organisation sociale et politique, c'est-à-dire la démocratie directe. Nous savons que les assemblées générales des associations étudiantes, par leur radicalité, sont des lieux d'échange, d'élaboration de contre-pouvoirs et d'auto-organisation dans les luttes. Cependant, nous sommes conscientEs qu'elles ne sont pas toujours représentatives, lorsqu'on considère la population étudiante dans son ensemble, et que leurs décisions et mandats ne sont pas toujours suivis. Un appel à une participation massive dans les processus de démocratie directe et à la défense de la souveraineté des assemblées s'impose donc et s'avère essentiel afin de radicaliser la lutte.

En ce qui concerne les actions à entreprendre, nous prônons la diversité des tactiques, non pas pour que chacun-e ait la liberté d'agir à sa guise dans les manifestations sans penser aux autres, mais dans la perspective où cette grève nécessitera une multitude de moyens et d'actions afin de battre le gouvernement. Il est donc plus que nécessaire pour les étudiantEs de s'organiser. Un bilan de la participation des libertaires à la grève de 2005 démontre que même si un noyau dur de quelques dizaines d'irréductibles a pu mener à terme plusieurs actions directes, elles n'ont cependant pas été suivies par une masse critique et ont contribué à un certain isolement de notre tendance dans la grève. Cette fois-ci, nous suggérons de doser davantage entre les coups d'éclat et les mobilisations de masse, afin d'empêcher de céder tout le terrain de ces dernières aux dirigeant-e-s du mouvement.

Alors que plus de 50 000 cégépiens et cégépiennes manifestaient leur désaccord face au sommet socio-économique, les autocrates de la FECQ et de la FEUQ tentaient de s'entendre à l'amiable avec Pauline Marois, ministre de l'éducation, qui avait déjà à cette époque annoncé des coupures monstrueuses dans l'éducation. Mais nos collabos en chef allaient se retrouver dans une situation pour le moins inconfortable, car leur "stratégie" de concertation se trouvait elle-même dénoncée dans la rue par des dizaines de milliers de leurs membres. C'est alors que nos pseudo-représentants allaient nous faire assister à une admirable séance de patinage artistique politique. "Là, là, ça va pêter...", déclarait en pleine séance du sommet le président de la FEUQ Étienne Gagnon, à qui Lucien Bouchard lui-même venait de refuser, ô grande surprise, de geler les frais de scolarité universitaire (4). Il sentait en effet une bombe, la grève contre laquelle il s'était tant battu, commencer à lui pêter dans le cul. Levant le camp en grande pompe devant ce refus, complètement discrédités par une base qu'ils ne contrôlaient plus, les "représentants étudiants" du sommet Bouchard se sauvaient la face.

### Remettre le rapport de force à l'ordre du jour

En plus d'avoir fracassé la fragile vitrine du consensus, la grève étudiante a un autre mérite, susceptible lui aussi d'influencer les autres mouvements sociaux québécois: le rapport de force étudiant, construit par la grève, a donné des résultats positifs. Loin de nous l'idée de s'étendre sur le bilan technique des gains de cette grève: contentons-nous de dire qu'ils furent modestes mais tout à fait palpables.

C'est par la mobilisation de masse que le mouvement étudiant a réussi à aller chercher ces gains auprès du gouvernement. Voilà de quoi fermer la gueule un fois pour toutes aux individus prétendant que le lobby et la collaboration de classe ont des résultats plus payants. En cinq longues et moroses années de lobby, 350% d'augmentation sur le seul plan des frais de scolarité. On ne parle pas ici des innombrables charcutages dans le régime des prêts et bourses ni des nouvelles mesures pédagogiques éliminatoires qui furent imposés à une population étudiante droguée par la politicaillerie véreuse de ses dirigeantes et dirigeants. En un seul mois de mobilisation intensif: le gel, un frein dans les coupes sauvages des prêts-bourses et le retrait d'une mesure pédagogique discriminatoire.

### Et la révolution dans tout ça?

Bien sûr, le mouvement étudiant est bien loin de mener une lutte révolutionnaire. Mais toute réformiste qu'ait été la grève étudiante de l'automne 1996, certaines perspectives peuvent être dégagées du contenu politique de cette grève. La première perspective se situe au niveau du rejet du néolibéralisme. En effet, comme système de valeurs, comme conception sociale et économique, le néolibéralisme fut attaqué de front durant cette mobilisation. Le rejet de l'idéologie du déficit zéro par la population étudiante s'est fait d'autant plus clairement que les solutions de rechanges

ont été à peine évoquées du bout des lèvres. Si le "non aux coupures" a été très clair, les mots d'ordres réformistes comme une amélioration de la fiscalité, revendication d'autant plus facile qu'elle est désormais classique, sont restés lettre morte. Le terrain est donc vide pour une politique prônant l'abolition d'un système qui ne peut satisfaire les besoins humains, à savoir le capitalisme. Vide d'autant plus que le néolibéralisme se présente comme le fossoyeur historique d'un État-providence désormais discrédité, resserrant les perspectives d'un réaménagement interne du capitalisme. En d'autres mots, le néolibéralisme a tellement détruit la notion d'État-providence au niveau économique que la seule solution cohérente pour ses opposantes et opposants est de se situer en terrain anticapitaliste.

Notes:

- (1) Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec.
- (2) L'une des premières réformes d'ampleur du gouvernement Chrétien, elle consistait à couper massivement dans les paiements de transferts servant à financer l'éducation, la santé et l'aide sociale. C'est, entre autre, grâce à cette réforme que Paul Martin a pu éliminer le déficit.
- (3) C'est là que le principe du déficit zéro, et donc des coupures draconiennes, a été adopté.
- (4) Authentique!

**Extrait du numéro de décembre 1996 du journal anarchiste Démanarchie (vol.3 no 1, p.2). Ce numéro avait été écrit par une équipe fortement impliquée à l'époque dans le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) et plusieurs associations locales. La plupart de ces personnes ont été, qui au Trouble, qui au Groupe communiste libertaire, qui à la NEFAC.**

-----

proportion d'étudiantEs moins nantiEs susceptible de persister et de terminer leurs études baisse de 19 % pour chaque augmentation de 1 000 \$ des frais de scolarité.

Au Québec même, on constate que les frais de scolarité ont un impact marqué sur la fréquentation scolaire. De 1992 à 1997, c'est-à-dire avant que les effets du gel ne puissent se faire sentir, les inscriptions dans des programmes d'études devant mener au baccalauréat ont connu une diminution de 14,6 %. Curieusement, à partir du moment où le gel des frais de scolarité entre en vigueur, les inscriptions repartent à la hausse... Ainsi, dans la période menant de l'année scolaire 1997-1998 à 2005-2006 les programmes devant mener au baccalauréat ont enregistré une hausse de 22,1% de leurs inscriptions, cette hausse a été de 35,6 % pour les programmes conduisant à la maîtrise et de 63,2 % pour ceux se concluant par l'obtention d'un doctorat. Dans le même ordre d'idée, il n'est pas inutile de souligner qu'en 30 ans le taux de diplomation collégial (où s'applique une quasi-gratuité scolaire) est passé de 40% à 60%.

Évidemment, " quand on veut, on peut " et même des frais de scolarité élevés n'arrêteront pas des jeunes déterminés qui ont du talent (et l'appui de leur famille). On peut toutefois se demander à quel prix? Ce prix, c'est l'endettement étudiant qui suit en général la courbe des frais de scolarité. Au Québec, l'endettement moyen d'un étudiant ayant pris à sa charge son prêt à la fin de ses études de 1er cycle était de de 13 100\$ en 2001-2002 alors qu'il était de 22 700\$ en Ontario.

### Vers la grève générale?

Réunis en congrès les 17 et 18 février dernier, les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont réitéré leur appui au principe de la gratuité scolaire. Comme le contexte est également marqué par une menace sérieuse de dégel des frais de scolarité, l'ASSÉ invite toutes les associations étudiantes du Québec à se doter le plus rapidement possible de mandats pour, en cas de dégel, lancer dès l'automne prochain une grève générale illimitée pour la gratuité scolaire. Une manifestation nationale, soutenue par des journées de grève, aura lieu le 29 mars prochain. Un congrès spécial est déjà prévu pour le 7 avril. À suivre...

Pour en savoir plus : " Tarification de l'éducation postsecondaire ou gratuité scolaire? ". Disponible à : [www.iris-recherche.qc.ca](http://www.iris-recherche.qc.ca) et [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

*Texte extrait de Cause commune no 16*

## GRÈVE ÉTUDIANTE DE 2007

*Texte extrait du numéro 13 de Cause commune, le journal de la NEFAC au Québec.*

### **CONTRE LE DÉGEL, POUR LA GRATUITÉ (UNE POSITION PRAGMATIQUE!)**

Une étude récente de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) démontre que, loin d'être une utopie irréaliste, la gratuité scolaire à tous les niveaux est un objectif réaliste et réalisable à court terme. L'abolition pure et simple des frais de scolarité et autres " frais afférents " ne coûterait en effet que 550 M\$ et n'impliquerait qu'une hausse de 4,2% du budget du Ministère de l'éducation. Le principal frein à la gratuité scolaire n'est donc pas budgétaire mais idéologique. Le dégel ne réglerait rien

Le sous-financement du réseau universitaire québécois est généralement évalué à 400 M\$. C'est un problème réel mais il ne sera pas réglé par un dégel modeste des frais de scolarité. Une étude de la CADEUL (l'association étudiante de premier cycle à l'Université Laval) évalue qu'un dégel respectant l'indice des prix à la consommation n'apporterait que 4,6 M\$ de plus dans les coffres des universités. Forcément, pour avoir un impact réel, un dégel devra nécessairement être sauvage (à l'image des 350% de hausse occasionnée par le dernier dégel libéral). Même là, les chercheurs de l'IRIS mettent en garde contre la pensée magique. Partout ailleurs au Canada, les hausses de frais de scolarité ont été accompagnées d'une baisse proportionnelle de la contribution étatique. Ainsi, la part de financement des universités canadiennes provenant directement de la poche des étudiantEs est passée de 13% en 1980 à 34% en 2005 alors que la part de financement étatique est, elle, passée de 80% à 59%. Bref, au Canada anglais, les hausses de frais n'ont rien réglé du sous-financement des universités (qui est aussi criant qu'ici, soit-dit en passant).

#### **L'impact des frais de scolarité**

Préserver l'accessibilité aux études est l'argument majeur des associations étudiantes contre un dégel des frais de scolarité. Et il y a de quoi : 70 % des jeunes canadiens et canadiennes identifient " des raisons financières " comme principal obstacle à la poursuite d'études postsecondaires. Selon le Journal of Higher Education, la

## LE SOMMET DE LA JEUNESSE 2000

*Le Groupe anarchiste Émile-Henry de Québec a diffusé, 1 000 copies de tract à la manifestation contre le Sommet du Québec et de la Jeunesse*

### **CONTRE LE SOMMET DE LA JEUNESSE, POUR UNE ALTERNATIVE LIBERTAIRE**

#### **NOUS VOULONS TOUT (ET NOUS PRENDRONS LE RESTE)**

Ainsi, elle aura lieu cette rencontre au Sommet où s'établiront des consensus sur les moyens à prendre pour pouvoir continuer d'exploiter notre travail (ou notre misère) sans que nos bons "entrepreneurs" ne perdent leur place dans la ronde internationale de la compétitivité ; ce fameux Sommet de la jeunesse où, main dans la main, la future et l'actuelle "élite", certains bureaucrates syndicaux, étudiants et communautaires, sans parler des bureaucrates tout court, discuteront du meilleur moyen de nous plumer pour des siècles et des siècles (amen!).

Pour donner le la et battre la mesure, et éviter tout malentendu avec ses jeunes "partenaires", le gouvernement péquiste déclarait la semaine dernière que "la hausse du salaire minimum attendra". Le jour même, Bouchard annonce que "le Sommet de la jeunesse sera une bonne occasion de parler du remboursement de la dette".

Ce sont des signes de mépris évident de la jeunesse, considérant que plus du tiers des jeunes de 25 à 29 ans ont moins de 500\$ par mois pour vivre. Et quand on sait que plus de la moitié des jeunes considèrent que la priorité dans l'utilisation des surplus du gouvernement devrait être donnée au réinvestissement dans les services publics, on voit bien que, non seulement le gouvernement n'écoute pas "la jeunesse", mais qu'en plus il s'en sacre!

Et que dire de nos supposés "représentantEs" qui, tels les petits-bourgeois de la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ), revendiquent que les "mesures de réinsertion à l'emploi" soient élargies à l'ensemble des jeunes pré-

caires. Non, mais, ils sont malades! En bon français, les "mesures de réinsertion à l'emploi", ce sont des programmes de travail forcé sous-payé par le B.S. Revendiquer l'élargissement de ces mesures, ça veut dire revendiquer plus de cheap labor, plus de flicage des jeunes précaires (comme si ce n'était pas assez d'avoir un boss!).

Soit dit en passant, on a bien vu, en conférence de presse, le vernis de la "solidarité générationnelle" craquer quand le porte-parole de la FEUQ s'est exclamé : "notre génération ne veut pas payer pour des centaines de milliers de retraités et des dizaines de milliers de jeunes chômeurs". Jeunes chômeurs, retraités, même combat contre la FEUQ ? Et vlan ! pour la théorie du "conflit de génération"... Chassez la lutte de classes et elle revient au galop !

Pouvait-on réellement s'attendre à autre chose après des années d'une pratique politique caractérisée, pour trop de "mouvements sociaux", par l'à-plat-ventrisme, la "concertation", la collaboration de classes et l'élaboration de revendications "réalistes", au détriment de nos besoins et de nos droits? Non, car on ne récolte que ce qu'on sème.

Il est urgent de relever la tête et de se retrousser les manches. Il faut remettre l'autonomie politique et organisationnelle des mouvements sociaux à l'ordre du jour (dehors les péquistes!). Si certains s'obstinent à vouloir imposer le même cul-de-sac réformiste à nos luttes, nous, nous militons pour une radicalisation des perspectives et pour lier les luttes entre elles.

Dans cet esprit, les revendications que nous défendons aujourd'hui sont fort simples:

Contre le cheap labor,  
Contre le travail forcé,  
Attaquons le Sommet!

Pour ne plus perdre notre vie à la gagner,  
Pour une alternative libertaire,  
Nous voulons tout et nous prendrons le reste...

*Groupe Anarchiste Émile-Henry  
L'AGITPROP, feuille anticapitaliste,  
numéro 5, février 2000*

nationalisme péquiste à l'anarchisme est quelque chose qui s'est déjà vu entre l'âge de 17 et 18 ans, par exemple. Pour cette raison, sans diluer nos principes, c'est important d'être accessibles. Je pense qu'il faut aussi travailler pour renforcer nos liens avec des groupes et organisations anars ou anticapitalistes à l'extérieur du mouvement étudiant.

GUILLAUME : Je crois qu'un groupe anarchiste qui ne prend pas position sur la stratégie révolutionnaire manque de perspective et se retrouve à être inefficace. Je crois que, dans l'objectif de maximiser nos chances révolutionnaires, l'implication dans les mouvements sociaux et, de ce fait, dans les syndicats étudiants, est essentielle.

EMMA : D'après nous, la grève étudiante de l'hiver 2005 est un bon exemple pour montrer le potentiel du syndicalisme étudiant de combat ; une telle mobilisation de masse est certainement une expérience qui peut conscientiser pas mal de monde sur la nécessité de résister aux mesures injustes imposées par le gouvernement, et qu'on a un certain poids quand on fait preuve de solidarité et de combativité. Bref, comme je le disais, c'est un premier pas. Pour ce qui est de se couper des appuis d'anars étudiant-es non communistes, nous sommes assez satisfait-es du nombre de personnes que le RAME réussi à rassembler ; on trouvait important de se donner des principes de base suffisamment précis pour pouvoir dégager aussi une ligne assez précise dans notre propagande et dans nos actions.

RUPTURES : Avez-vous déjà des ennemis ?

PIERRE-LUC : On a plus d'amitiés que d'ennemis, je suppose. Les gens qui ne nous aiment pas ne sont pas forcément ceux que l'on croit. Globalement, notre projet a bien été accueilli... et on s'entend très bien avec celles et ceux qui nous supportent !

SOPHIE : Bien sûr. C'est l'État, les patrons, les flics, les administrations des écoles et les petitEs cheffEs étudiantEs comme on en trouve à la FECQ et à la FEUQ.

GUILLAUME : Certaines personnes nous auraient traités de démocrates radicaux...

EMMA : Bof non.

plus large, qui rassemblerait les salariéEs, les sans-emploi, les jeunes, les plus vieux, etc. Il est possible de concevoir la crise sociale, sa possibilité. Et quand tu te dis que c'est possible, t'a envie d'en faire plus, que ça prenne forme. C'est à ce moment là que parmi toutes les tendances de l'anarchisme, une seule m'a rejoint, m'a parue concrète et historiquement réalisable : le communisme libertaire.

SOPHIE : Pour moi, l'étiquette de " communiste libertaire " est relativement peu importante. Mais voyant d'où est née le RAME, des luttes sociales, je trouve ça plutôt logique. Je crois que le RAME, justement parce que c'est un réseau, peut se permettre d'être plutôt ouvert au niveau des tendances de l'anarchisme, sans dévier de nos objectifs qui sont de participer au mouvement syndical étudiant ainsi qu'aux autres luttes sociales. Je crois que ces objectifs sont assez précis au niveau de quelle orientation on veut se donner...

GUILLAUME : Parce que c'est la seule tendance qui, historiquement, a su connaître le dessein réel des masses révoltées, avec un réel projet de société. C'est la seule tendance cohérente et stratégique. C'est la seule tendance qui puisse mener à une société libre, égalitaire et qui permet l'aisance pour tous.

EMMA : Nous sommes pour l'anarchisme social et le communisme nous apparaît le système économique le plus juste. Nous croyons en la nécessité de nous organiser dès maintenant en vue d'un changement social radical.

RUPTURES : En plus, vous êtes pro-syndicalisme étudiant, vous n'avez pas peur de vous faire accuser de sectarisme par les autres étudiants anarchistes et de vous couper d'appuis potentiels ?

PIERRE-LUC : Les autres anarchistes étudiants sont, comme je l'ai dit plus haut, des anarchistes qui, s'ils s'impliquent, le font dans des collectifs extérieurs au milieu étudiant. On se fait déjà accuser depuis quelque temps d'être des parvenus et des bureaucrates, puisque certainEs d'entre nous s'impliquent dans leurs associations étudiantes respectives. Personnellement, l'avis de ces gens-là ne m'importe pas vraiment dans la mesure où leur activité est globalement inintéressante puisque inexistante. Quand ces gens s'activent, c'est principalement pour conforter l'isolement du ghetto, donc c'est sûr qu'on n'est pas vraiment sur la même longueur d'ondes. Mais bon, ce débat est vieux de plus d'un siècle, non ?

SOPHIE : UnE étudiantE anarchiste qui veut lutter spécifiquement au niveau de l'éducation et qui n'est pas en faveur du syndicalisme étudiant de combat (ou même du principe sans y prendre part), ou qui chercherait à travailler uniquement sur la pédagogie libertaire, je trouverais ça un peu paradoxal, et je n'en connais pas. Je crois que nous connaissons tous et toutes dans le RAME des étudiantEs anars qui luttent ailleurs, et c'est ben correct. Je pense qu'il faut faire attention au sectarisme ; quand on est jeune, nos idées politiques peuvent évoluer rapidement, passer du

## LA BATAILLE DU SOMMET DE QUÉBEC: LA JEUNESSE RÉVOLTÉE VOLE LE SHOW

*"Eh les jeunes, ça gaze?"-Lucien Bouchard s'informant sur l'état de la jeunesse*

Mardi soir le 22 février à Québec, une date que nous ne serons pas prêtEs d'oublier. 1500 personnes protestent contre le Sommet de la Jeunesse du Québec (SJQ), les sales porcs de la Sûreté Municipale de Québec gazent à qui mieux mieux tout ce beau monde. Le gouvernement annule toutes les activités du SJQ en soirée. Compte-rendu de deux journées de protestations riches en solidarité et en combativité.

Le 22 février, dès le début de la soirée, le ton est l'affrontement. Alors que les manifestantEs ne sont que quelques centaines, les jeunes opposantEs les plus décidéEs tentent de forcer leur entrée à l'intérieur du Grand Théâtre de Québec, le lieu où se déroule le SJQ (quoi de plus approprié qu'un théâtre pour une bande de bouffons politiciens qui jouent à la concertation!).

Les jeunes révoltéEs saisissent une des barrières de métal qui bloquent l'accès au Grand Théâtre pour en faire un bélier, question de tester la solidité des vitres. D'ailleurs, elles passent le test haut la main puisque la vitre ne cèdent en rien aux pressions du bélier d'infortune. C'est après cette tentative que l'escouade anti-émeute des salauds de porcs de Québec est déployée, à peine une dizaine d'agents.

Les chiens anti-émeute ne tardent pas à envoyer leurs premières salves de lacrymogènes. Au début, elles créèrent un certain vent de panique, les gens n'étant pas habituéEs à ce genre d'attaque. En fait, tout le long de la soirée, des dizaines et des dizaines de grenades seront catapultés sur la foule qui grossit au fur et à mesure que débarquent les manifestantEs provenant de l'extérieur de la ville.

Les gaz utilisés sont le CS, un des plus puissants qu'on connaît. Par contre, les grenades lacrymos se suivent mais ne se ressemblent pas. Une de celle qui a fait le plus sensation est un engin qui, une fois tirée en l'air, explose pour se diviser en quatre petites grenades lacrymogènes. Les cochons s'amuse parfois à les tirer à seulement quelques pieds de distance des manifestantEs, occasionnant de vives douleurs. CertainEs opposantEs qui s'approchent de trop près goûtent aussi aux jets de poivre de Cayenne.

### De la résistance courageuse jusqu'à la lâcheté la plus crasse

Cependant, les manifestantEs les plus résoluEs organisent la riposte. Divers projectiles sont offerts à la racaille policière: des cocktails Molotov, qui auront un effet bœuf, en passant par les balles de neige, tiennent les pourris en respect. Des petites boules, qui ressemblent à si méprendre à des boules de billard, sont aussi destinés

aux effectifs porcins, et l'une d'elle serait à l'origine d'une blessure au coude d'un des sales porcs. Seulement une poignée d'individus eurent la prévoyance de s'équiper de masques à gaz ou de lunettes de plongées.

Les opposantEs les plus décidéEs se jettent systématiquement sur les grenades lacrymogènes pour, soit les relancer aux cochons sales, soit les enterrer sous la neige. D'ailleurs, plusieurs personnes boufferont de la neige pour justement neutraliser les effets gazeux. Tout le monde y a goûté. Ce fut, pour l'immense majorité d'entre-nous, notre baptême aux lacrymos dans ce qu'il convient d'intituler les Jeux d'hiver de Québec.

Notons que la plupart des organisateurs-trices de la manif brillent par leur absence lors de ces affrontements. À aucun moment ne peut-on entendre de mot d'ordre stratégique, les rares slogans sont inaudibles et soporifiques (!) malgré le fait qu'un camion équipé d'un système de flûtes avait bel et bien été loué par les 'responsables' (!) de la manif. La résistance des opposantEs fut uniquement le fruit de l'action spontanée d'individus n'ayant vraiment pas froid aux yeux.

Cependant, on ne peut en dire autant de toutEs les manifestantEs qui étaient là. CertainEs chiaient littéralement dans leur froc et évitaient d'approcher de trop près la ligne de front. À un moment donné, un manifestant fut brutalisé à plusieurs reprises par des agents en civil sous les yeux de d'autres jeunes qui n'ont pas levé le petit doigt pour lui venir en aide!! Il y a quand même des bornes à la lâcheté, tabarnak!!!

Il y a avait aussi les habituelLEs adeptes de la non-violence, mais ce soir là on peut dire qu'ils et elles ne tenaient vraiment pas le haut du pavé, pour ainsi dire, étaient autant, sinon plus, dépassés par l'agression porcine. Il y a avait donc vraiment toutes sortes de protestataires sur place, des plus aguerris en passant par des jeunes qui en était à leur première manif. Si la mouvance anar, libertaire ou anti-autoritaire était présente politiquement et très active, elle n'en constituait pas pour autant un bloc compact et semblait plutôt diluée dans la foule, comme à l'accoutumée. Il n'y avait pas non plus que des jeunes, car des gens parfois assez âgés, provenant, pour l'essentiel, du milieu communautaire ou d'organisations néo(?)staliniennes, étaient de la partie.

### **Des cochons dépassés par les événements**

Soulignons l'aspect désastreux de la performance policière, s'expliquant en partie par le peu d'effectifs mobilisés pour contrecarrer les manifestantEs. Les porcs n'ont pu charger et ont du tenir une position défensive lors du siège du Grand Théâtre. Cela est sûrement dû au fait que les sales porcs ont sous-estimé le nombre d'opposantEs qui viendrait manifester. Les cochons de Québec qui tentent de compenser leur stupidité par leur brutalité n'ont pas aidé à redorer leur image dans les

guerre, la farce démocratique, l'éducation, la répression, le colonialisme et l'impérialisme, etc. sont différentes thématiques qu'on explore.

SOPHIE : Je ne vois pas le RAME comme étant nécessairement en compétition avec le " militantisme étudiant classique ". Je pense que le RAME est un espace autre où on peut se coordonner entre anars dans le mouvement étudiant.

GUILLAUME : Une réelle réflexion philosophique plus large, une critique de la totalité de la domination capitaliste et, ainsi, une pensée et une stratégie qui vont plus loin que le réformisme inefficace.

EMMA : On voit les deux comme complémentaires. Le bonus serait d'affirmer clairement notre anticapitalisme, notre parti pris révolutionnaire, de critiquer en profondeur le système d'éducation (son rôle de reproduction du système capitaliste). Bref, pousser une analyse plus radicale et militer en conséquence...

RUPTURES : Pourquoi les étudiants anarchistes devraient se joindre à vous ?

PIERRE-LUC : C'est simple : y'a pas d'autres organisations ouvertement anars dans le milieu étudiant. C'est un peu pour ça qu'on existe... Les anarchistes qui étudient mais qui ne veulent pas s'impliquer existent, cependant. Il est bien possible d'être anarchiste et étudiant et ne pas vouloir s'impliquer avec le RAME, mais généralement, ce sont du monde qui s'impliquent dans des collectifs extérieurs au milieu étudiant. Ou qui étudient trop!

EMMA : Ça sert pas à grand-chose de se dire anar si t'es pas impliqué pour essayer de diffuser tes idées au moins, et c'est intéressant d'essayer de diffuser aux gens qui sont dans la même bâtisse que toi... Alors regroupons nos efforts et partageons nos expériences !

RUPTURES : Entre toutes les tendances possibles et imaginables de l'anarchisme, le RAME se définit comme communiste libertaire, pourquoi ?

PIERRE-LUC : À titre personnel, c'est surtout lors de la grève générale de 2005 que j'ai pris conscience de certains faits. Par exemple, de quelle façon et comment avait pris forme la grève. Il fallait se poser la question : comment cela a-t-il pu arriver ? En tant que gréviste, la réponse était assez simple : c'est grâce à notre organisation avec l'ASSÉ, en privilégiant le syndicalisme de combat, la démocratie directe et l'action directe. En tant qu'anarchiste, il fallait, à mon sens, faire un grand retour en arrière et regarder l'histoire de l'anarchisme et ses luttes passées afin de se rendre compte de certaines similitudes, bien évidemment dans des contextes et des situations différentes, avec ce que nous venons de vivre. En définitive, on pouvait se dire : s'il est possible de vivre une grève que plus de la moitié des étudiantEs post-secondaires du Québec ont vécu, il est possible de concevoir une grève beaucoup

(Vieux Montréal, UQAM, Saint-Laurent, Maisonneuve, Gérald-Godin, Cégep de Sherbrooke, etc.). Cependant, on entretient de bons liens avec la NEFAC, tel que le démontre la décision du RAME de joindre la campagne de la NEFAC sur les élections...

RUPTURES : Qu'est-ce que le RAME fait/veut faire ?

PIERRE-LUC : Le RAME se veut un réseau d'individus, pour l'instant, mais à moyen-long terme il sera constitué de groupes locaux, c'est-à-dire de collectifs implantés dans les écoles. Certains de ces collectifs existent déjà : Libertad au Cégep du Vieux Montréal, le Comité d'action politique de l'UQAM, le Collectif anarchiste du Cégep de Sherbrooke, le Front de réflexion et d'action anticapitaliste à Maisonneuve... Le but est de réseauter ces groupes afin de leur permettre de mieux se coordonner entre eux, de mieux s'unir dans notre lutte commune. Nous voulons être un support pour les idées et les pratiques anarchistes. Un objectif est aussi de rendre plus accessible à la jeunesse certaines activités spécifiquement anarchistes, comme des ateliers, des soirées, du matériel d'info, provenant de différentes organisations avec lesquelles le RAME a des contacts.

SOPHIE : On veut faire de la propagande, entre autres. On est sur le point de lancer le premier numéro de notre bulletin, La Marmite (une publication tirée à 3000 ex.). On voudrait organiser des ateliers sur l'anarchisme et sur le système d'éducation pour cet hiver aussi. Nous avons participé au contingent anti-impérialiste dans la manifestation du 28 octobre dernier contre l'occupation de l'Afghanistan. On projette de s'organiser contre les prochaines élections, aussi. Nous sommes une organisation très jeune encore, mais les projets ne manqueront pas. Je pense que le RAME peut aussi servir de pont entre le mouvement étudiant et les autres luttes sociales. Je pense que présentement, le syndicalisme étudiant est en train d'oublier un peu ses liens avec les mouvements populaires et de base, pour bâtir plutôt des liens avec les syndicats. Cela n'est pas mauvais en soi, mais je crois qu'il est important de rappeler que la dernière organisation syndicale étudiante combative est née à peu près en même temps que les luttes contre le Sommet des Amériques, et qu'il y a souvent plus de rapprochements à faire avec ces luttes plus " grassroots ". Je pense que le RAME peut aussi mettre en lien des anars étudiantEs avec d'autres luttes sociales (ex. : droits des migrantEs, travail anti-guerre, anti-racisme, luttes en milieu de travail, etc.).

RUPTURES : Qu'est-ce que le RAME a à offrir de plus que le militantisme étudiant classique ?

PIERRE-LUC : Le militantisme étudiant classique est bien obligé de se renfermer dans des luttes sectorielles, qui nécessitent une attention particulière. Le RAME élargit le débat en ne s'attaquant pas à une spécificité de l'injustice du système, mais plutôt à l'injustice du système dans son ensemble, dans ce qui le comprend : la

mass-médias. Un caméraman de Radio-Canada a même été malmené par les gros-bras-petite-tête en uniforme durant l'exercice de ses fonctions. Aussi, les journalistes n'ayant pas été épargnéEs par l'effet des gaz, certainEs ne se sont pas gênéEs pour leur donner mauvaise presse, comme on peut le lire dans certains articles du Soleil, du Devoir et de Voir Mtl. Reste que le point de vue journalistique demeure toujours aussi biaisé qu'à longueur d'année: ils continuent parler de 'violence' quand ça vient du côté opposant, et de 'force excessive' quand c'est du côté des cochons...

De plus, nous avons appris qu'une bonne partie de bataillons anti-émeute de la Sûreté du Québec (cochons provinciaux) avaient été affectés à défendre l'Assemblée nationale, le parlement provincial, située à quelques dix minutes de marche de là. Comme personne n'avait eue le projet d'aller assiéger le parlement, c'est une curieuse idée de la part de la SQ, qui furent vraiment low-profil lors du siège du Grand Théâtre. On a pu voir qu'une seule colonne de 20 flics anti-émeute de la SQ, apparue tard en soirée et repartie presque aussitôt, laissant leur collègues porcins municipaux débordés dealer avec la jeunesse enragée.

La nonchalance des cochons provinciaux s'expliquerait-elle par le fait que l'APPQ, le syndicat des porcs, est en pleine escalade des moyens de pression sur le gouvernement du Québec, pour lui arracher une hausse salariale de 7,5%, sans parler de la guerre de mots entre le syndicat et le nouveau directeur de la SQ, Florent Gagné, un civil, qui se fait qualifier de 'Pinochet' (!) dans des tracts que fait circuler l'APPQ? Pour ma part, je suis d'avis qu'il faudrait les encourager à entrer en grève générale illimitée...

Quoi qu'il en soit, le gouvernement a prudemment annulé toutes les activités prévues en soirée, incluant un spectacle 'jeune'. D'ailleurs, plusieurs familles qui étaient venues pour ce show furent, non seulement, rebrousser chemin, mais en plus eurent droit à leur part de gaz lacrymogènes, ce qui a eu pour effet de doubler leur colère! Pour ce qui est des déléguéEs du SJQ, la police leur a interdit de quitter l'édifice, faisant de ces collabos les otages des assaillantEs du Sommet pendant plusieurs heures.

Alors que le Journal de Montréal délirait avec sa une --"Les jeunes cassent tout"-- l'inventaire de la casse est somme toute des plus modestes: deux vitres fendues au Grand Théâtre et une auto patrouille (joyeusement) vandalisée. Remarquons qu'une visière de casque anti-émeute fut brisée par un projectile des manifestantEs, de même qu'un sale flic de merde en a mangé un en plein les couilles (bien fait pour toi, fumier!). Nous devons déplorer qu'une personne a dû être hospitalisée après avoir reçu un coup de matraque au ventre. Au moment de notre départ de Québec, hier soir, cette personne reposait toujours à l'hôpital, les médecins lui ayant diagnostiqué des troubles au niveau respiratoire.

## Blocus matinal

Le 23 février, la journée de protestation commence tôt en matinée, avec une centaine de manifestantEs se joignant au blocage du Centre des congrès de Québec organisée par le MDE (Mouvement pour le Droit à l'Éducation, gauche étudiante présentée à tort dans plusieurs journaux comme étant "associée au mouvement anarchiste", probablement par désinformation des services de renseignements politiques policiers). Les gros porcs puants ont arrêtés quatre personnes sans ménagement. Les cochons sadiques se sont amusés à frapper tour à tour un des arrêtés alors qu'il était menotté avec des attaches de plastique (tie-wrap) et coincé entre deux rangés de flics de merde. Un autre des arrêtés avait ses tie-wrap attachées si serrées qu'elles laissent des marques mauves sur ses poignets, et, comme si ce n'était pas assez douloureux les brutes lui ont coupé la peau avec des ciseaux au moment de les lui retirer.

Lorsque nous avons appris ces arrestations, nous étions à la tribune populaire du Contre-Sommet, organisé par CAP-Jeunesse (Coalition Autonome Populaire-Jeunesse). Un débat ouvert fut entrepris pour savoir quoi faire à leur sujet et on a entendu des interventions honteuses appelant à poursuivre l'ordre du jour du Contre-Sommet comme si de rien n'était... Heureusement, la solidarité a prévalu et plus de 200 personnes prirent spontanément la rue pour réclamer la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes arrêtées.

Manif de solidarité

Les manifestantEs sont arrivés au poste de police central où une dizaine de policiers les attendaient déjà, le Contre-Sommet étant probablement infiltré par de cochons-doubles. Les agents municipaux nous ont alors informés que les arrêtésEs avaient été transférés au Palais de (l'in)Justice. Nous nous sommes alors rendus là, et une fois encore, les porcs nous avaient précédés. Cette fois, ils nous bloquaient carrément l'accès au Palais, avec une ligne de 7 ou 8 porcs postés devant la porte principale. La colère grondait dans les rangs manifestantEs, mais la foule était divisé sur les moyens à prendre, certainEs scandaient 'non-violence', d'autres voulaient tout simplement foncer dans le tas.

Étant moi-même loin d'être convertit à la non-violence, j'étais néanmoins d'avis que cette option n'était pas du tout souhaitable, et ce, pour deux raisons: 1) les cochons anti-émeute nous attendaient à l'intérieur et il était peu certain que nous arrivions à avoir le dessus sur eux; 2) un tel affrontement aurait eu pour conséquence de repousser au lendemain la comparution de nos camarades emprisonnésEs et ne les aurait certainement pas aidés à faire bonne figure au près de la Cour.

Pendant que des pourparlers se tenaient avec les autorités, un jeune cagoulé a tenu bon de rappeler qu'il y a deux ans, en janvier 1998, une cinquantaine de cochons municipaux étaient venus manifester au Palais de (l'in)Justice sur leur heures de tra-

Néanmoins, bien que ce travail soit important puisqu'il est déterminant pour tout changement social d'envergure (comme par exemple la dernière grève générale illimitée, qui est principalement le fruit du travail de l'ASSÉ), il est à mon avis essentiel d'apporter une critique spécifiquement anarchiste au sein des luttes. La critique anarchiste amène d'autres perspectives aux gens en lutte, élargit le débat et prouve qu'il existe des alternatives toujours d'actualité en marge des systèmes de domination. Dans les grands moments de lutte, notre critique a un potentiel de radicalisation immense.

SOPHIE : Je pense qu'il faut s'organiser comme étudiantEs d'abord, dans le cadre d'un mouvement syndical de combat qui vise à établir un rapport de force face à l'État.

C'est, en tout cas, l'une de mes priorités pour le moment.

En tant qu'anarchistes étudiantEs, par contre, je pense qu'on se doit de diffuser notre analyse, sinon c'est de l'hypocrisie, que de s'organiser dans un mouvement sans jamais avancer notre discours propre. Le besoin de s'organiser dans le RAME est né de la multitude de contacts que nous avons accumulés plus informellement depuis quelques années. Nous avons senti le besoin de formaliser ces liens et de se donner les moyens, justement, de diffuser nos idées et de rendre l'anarchisme plus accessible. Bien que plusieurs d'entre nous ont été initiés à l'anarchisme dans le mouvement étudiant, je ne crois pas qu'il faut nécessairement compter sur ce dernier pour promouvoir les luttes anars : c'est à nous de le faire.

GUILLAUME : Je considère que pour nous, les anarchistes, il est nécessaire de s'impliquer dans nos milieux de vie, surtout quand ceux-ci peuvent rejoindre des masses. Je considère les étudiantEs comme des travailleurs intellectuels et je vois dans le mouvement étudiant la possibilité de créer un mouvement de masse radical et démocratique. Ce mouvement peut faire connaître l'anarchisme à plusieurs personnes, et, but ultime, maximiser nos chances de révolution.

EMMA : Quand t'es étudiantE, un de tes milieux de vie est une grosse bâtisse avec pas mal de monde dedans. Cette concentration importante de monde renferme inévitablement des gens qui peuvent être ouverts aux idées anars. C'est sûr que l'idéal serait de ne pas se limiter aux étudiantEs, mais étant donné qu'on partage une certaine réalité, ça peut aider pour entrer en contact avec eux-elles (on n'est pas des outsiders). Bref, je me sens plus à ma place de "mober" unE étudiantE qu'un syndiqué de 50 ans, (et vice-versa pour un vieux révolutionnaire qui vient dans un cégep, sans vouloir tomber dans l'âgisme...) je crois que l'impact est meilleur, et notre angle d'approche sera pas nécessairement le même. Mais je considère qu'une organisation révolutionnaire plus " générale " comme la NEFAC est essentielle et qu'idéalement les forces devraient y converger. Le RAME s'est créé comme un premier effort pour rassembler une couple de personnes qui s'identifient comme anars et qu'on savait un peu éparpillées dans différentes institutions d'enseignement

Rendu au Cégep, mon réformisme m'a donné le goût de participer aux mouvements sociaux dans leurs luttes contre Charest, mais par ailleurs, je cherchais un militantisme intelligent, radical et démocratique. C'est alors que je suis tombé sur les anarchistes du Cégep du Vieux Montréal qui exigeaient la démocratie directe dans le cadre du syndicat étudiant. J'ai milité avec eux, entre autres pour provoquer la grève étudiante de l'hiver 2005 (j'avais été élu responsable à la mobilisation sur le bureau exécutif de l'association étudiante). La lutte réelle que j'ai vécue durant la grève, avec tout ce qu'elle implique, m'a finalement radicalisé pour de bon et m'a montré l'importance d'une recherche de cohérence. Après la grève, ma pensée politique avait largement évolué...

EMMA : L'anarchisme de bands comme Propagandhi et Anti-Flag m'a amené à faire des lectures qui m'ont motivé à m'impliquer dans des groupes radicaux. Un des premiers groupes dans lequel je me suis impliquée était un groupe radical basé à mon cégep (c'était une bonne porte d'entrée dans le militantisme, assez accessible). C'est un peu plus tard que je me suis impliquée dans le mouvement étudiant car au début je ne faisais que le considérer comme réformiste. C'est surtout avec le contexte pré-grève (donc à l'automne 2004) que j'ai vraiment réalisé que le mouvement étudiant pouvait être très intéressant en tant que mouvement de masse appliquant le syndicalisme de combat. Je considère que c'est un premier pas vers une certaine prise en charge de leurs affaires par le monde quand les gens défendent leurs intérêts (qui s'opposent à ceux de la classe dirigeante) en posant diverses actions combatives, le tout émanant d'assemblées générales de base. Bien que cela ne soit pas fait dans une perspective révolutionnaire, eh bien c'est déjà un premier pas et, dans la lutte, les gens peuvent développer leur analyse des choses et se radicaliser. S'impliquer dans le mouvement étudiant permet d'être en contact et de rejoindre des gens qui, au premier abord, seraient plus ou moins interpellés par la propagande révolutionnaire. Si les gens radicaux délaissent le mouvement étudiant, la place sera prise par des gens plus modérés, et on perd alors notre chance de promouvoir nos idées de démocratie directe et d'approche plus confrontationnelle au sein de celui-ci.

RUPTURES : D'où vient le besoin de s'organiser spécifiquement comme anarchiste étudiant ?

PIERRE-LUC : Pour un anarchiste, il est impératif à mes yeux de s'organiser dans ses milieux de vie quotidien. L'école est un foyer où la jeunesse, dans son ensemble, n'a pas vraiment le choix d'évoluer. Étant donné ma condition d'étudiant, il me semble important de propager les idées et les pratiques libertaires à des jeunes qui évoluent dans le même milieu que moi. Il demeure qu'il existe des organisations (enfin... une) qui se réclament du syndicalisme de combat et il n'est pas étonnant de voir des anarchistes s'y impliquer, puisque certaines pratiques défendues par ce courant syndical sont proches ou apparentées à des pratiques libertaires.

vail et avec les armes à feu pour montrer leur solidarité avec un de leur collègue accusés d'avoir fracassé le crâne d'un jeune de 16 ans à coups de mag-light (lampe de poche), un incident qui avait suscité énormément d'émois au niveau médiatico-politique. Si eux le peuvent, pourquoi pas nous?!?! Élémentaire, mon cher Watson, parce que la Ville de Québec est un État policier!!!! Finalement, une délégation de 20 manifestantEs fut autorisée à assister aux procédures. Cependant, l'anti-émeute est débarquée, au même moment où arrivait... pizza qu'avait commandée les manifestantEs qui attendaient la sortie des camarades. Aussi, les grosses brutes replièrent rapidement bagages.

En bout de ligne, trois des quatre arrêtéEs furent remisE en liberté. La 4ième resta détenue à cause de son statut de mineure (elle a 17 ans), signifiant que ses parents doivent faire le voyage pour venir la chercher (nous ne savons pas au moment d'écrire ses lignes ce qu'il en est [Re-Note d'A-Infos, elle a été libéré jeudi en après-midi aux mêmes conditions que les autres et subira un procès en mars sous les mêmes chefs d'accusation]). Quant aux autres arrêtés, l'un deux fait face à des charges de 'participation à une émeute' et de 'voies de fait sur un cochon de la paix' (rappelons que le blocage était ultra-pacifiste). Comme le veut la tradition de répression politique de la Vieille capitale, les conditions de remise en liberté sont typiquement draconiennes: couvre-feu de 23hrs à 7hrs, interdiction de séjour dans le district de Québec et interdiction de participer à des réunions politiques destinées à organisées des manifestations!!!

Comme ces conditions constituent un châtime avant jugement, faisant fi de toute présomption d'innocence, et qu'elles demeurent d'ici la fin des procédures judiciaires, il reste à souhaiter que l'avocat de la défense entreprendra au plus vite des requêtes en modification de cautionnement. De plus, les arrêtéEs devront recevoir tout notre support tout au long de cet interminable calvaire judiciaire qui les attends, c'est-à-dire en argent, pour couvrir les frais de déplacement Montréal-Québec, et en mobilisation pour ne pas qu'ils et elles aillent à la Cour toutE seulE.

Dans l'éventualité d'un verdict de culpabilité, il est à craindre que la Cour fasse preuve de sévérité comme par le passé pour les personnes associées aux 'émeutes'. Nous avons déjà vu des gens sans casier judiciaire recevoir des sentences aussi élevées que 6 mois d'emprisonnement uniquement pour une charge de 'participation à une émeute', classée comme 'crime dangereux' par les autorités carcérales qui le mette au même pied d'égalité que les crimes de violence et ceux reliés à la guerre des biker.

### **Un fiasco épouvantable pour le PQ**

Encore reste-t-il à tirer le bilan politique du Sommet, qui doit officiellement prendre fin aujourd'hui. Ce qui est clair, c'est qu'il s'agit du pire fiasco pour la politique de concertation du Parti Québécois de Lucien Bouchard et ce, pour plusieurs

raisons:

1) comme à Seattle, la rue a volée la vedette aux jeux de pouvoir élitistes;

2) malgré le fait que le PQ ait prit la peine de trier sur le volet les jeunes invitéEs à y participer sur la base de leur modération, cela n'a pas empêché ces dernierEs de se sentir manipulés par le gouvernement et de taper du poing sur la table, obtenant ainsi la modification de l'ordre du jour prédéfini lors de la première journée des travaux;

3) vu le caractère 'relations publiques' de l'événement, la couverture médiatique très défavorable ajoute au plomb dans l'aile à ce Sommet qui ne vole définitivement pas haut.

On en tient pour preuve que le lendemain de la soirée au gaz, l'infecte ministre de l'éducation, Legault, a proposé de rencontrer les opposantEs réunis au Contre-Sommet, une provocation rejetée du revers de la main comme il se doit, mais qui dénote néanmoins que le PQ a compris qu'il a perdu énormément de plumes et qu'il cherche aujourd'hui à se racheter.

Il sera intéressant de voir quelles seront les retombées de cette formidable expérience de lutte pour toute la mouvance militante radicale et jeune, incluant dans le milieu étudiant. À première vue, il semble que les habituels déchirements sur ce faux-débats qu'est violence/non-violence n'aient pas eu lieux, du moins il n'en a pas été question au cours de la tribune populaire durant l'avant-midi du 23 février. L'autodéfense militante, après des années de salissage de toutes parts par les mass-médias et les Duhamerdistes, serait-elle enfin en train de retrouver ses lettres de noblesse grâce au déploiement sauvage de violence policière contre les manifestantEs en particulier et contre les pros et les jeunes en général? Seul le temps pourra le dire.

Ce qui est clair pour moi, c'est que la place où il fallait être hier et avant-hier, c'était à Québec, et que si les absentEs n'ont pas forcément toujours tort, eh bien que dans ce cas-ci, oui, vous aviez tort!

**Bob, COBP**

**Montréal, 24 février 2000**

<http://www.ainfos.ca/00/feb/ainfos00551.html>

-----

et que, même là où c'est possible, les militantEs trouvent parfois plus prioritaire de travailler dans le comité de mobilisation de l'asso, par exemple.

*Propos recueillis par Phébus (NEFAC-Québec)*

**RUPTURES** : Qu'est-ce qui vous a amené à militer (dans le mouvement étudiant et dans le mouvement anarchiste) ?

**PIERRE-LUC** : J'étais déjà intéressé aux questions politiques à l'adolescence, je suis rentré au Cégep du Vieux Montréal, je suis parti à Cuba faire du travail volontaire en 2002, en pleine période de la mode " antimondialisation ", j'ai rencontré des gens au Cégep, j'ai participé au comité Libertad, je me suis radicalisé, et puis voilà tout s'enchaîne...

**SOPHIE** : J'ai d'abord commencé à militer dans le mouvement étudiant, quand je suis entrée au Cégep. Le mouvement étudiant (via l'ASSÉ et via l'asso étudiante à Saint-Laurent) a été ma porte d'entrée sur le mouvement anarchiste, via la CLAC entre autres. J'imagine que j'ai commencé à militer comme le font beaucoup de gens au Québec : l'organisation de la société me fait chier en général. Avant d'entrer au Cégep, je ne voyais pas vraiment de moyen d'exprimer cette frustration à part que dans les partis de gauche. C'est dans le mouvement étudiant d'abord et le mouvement anar par la suite que j'ai vu d'autres manières de faire, sans parti, et une analyse qui, dans le fond, collait beaucoup plus à mes idées.

**GUILLAUME** : J'ai été rapidement convaincu au secondaire que les problèmes sociaux que vivaient les populations (faim dans le monde, pollution, stress, perte de diversité culturelle) étaient reliés aux principes du capitalisme : la maximisation des profits.

À l'époque (Sommet des Amériques à Québec), il me semblait que c'était les anarchistes qui essayaient le plus de faire bouger les choses. Mes parents écoutaient Brassens et Ferré, ce qui me donnait déjà un préjugé favorable face à cette théorie. Je me suis alors mis à l'étude de la pensée anarchiste. Je suis allé à des rencontres de la CLAC, puis j'ai participé à des manifestations dans le cadre des squats Préfontaine et Overdale. Je suis allé à des manifestations qui ont été sévèrement réprimées (manifestation contre la brutalité policière ; manifestation contre une rencontre des ministres du travail du G8). Tout ça m'a radicalisé. Je suis allé au salon du livre anarchiste et j'ai lu pas mal. J'ai commencé à me définir comme anarchiste, puis comme anarcho-communiste.

Cependant, je gardais en moi une incertitude quant à la possibilité révolutionnaire, et de ce fait, je gardais de nombreuses incohérences : j'avais un côté largement réformiste et je ne me posais pas sérieusement la question de la stratégie révolutionnaire.

# LE RÉSEAU ANARCHISTE EN MILIEU ÉTUDIANT (RAME)

FÉVRIER 2002

*Des militantEs de l'Union locale de Québec de la NEFAC ont distribué 1000 copies du numéro 4 de "La Nuit", leur bulletin d'agitation, lors de la manifestation étudiante du 21 février 2002. Voici le texte principal de ce bulletin.*

*Texte extrait du numéro 7 de Ruptures, la revue francophone de la NEFAC.*

## ENTREVUE AVEC 4 MILITANTES DU RAME

La grève générale étudiante de l'hiver 2005 fut la plus longue et la plus suivie de l'histoire du Québec. Historiquement, les grèves étudiantes sont en général suivies de périodes de radicalisation de masse et de (ré) organisation politique à gauche. Nous étions nombreux et nombreuses, plus ou moins issuEs de la grève de 1996, à nous demander quels fruits celle de 2005 allait donner. La réponse libertaire est venue à l'automne avec l'apparition du Réseau anarchiste en milieu étudiant (RAME).

Afin d'en savoir plus, Ruptures a posé des questions à des militantEs du RAME. Le but n'était pas d'avoir la version officielle du RAME (ça, nous l'avons déjà publié dans Cause Commune) mais bien différents regards de militantEs. Bref, on voulait avoir leur point de vue personnel, sans censure (en autant que ce soit publiable et citable !). Grâce à la magie d'internet, nous avons obtenu la collaboration de quatre militantEs du RAME : deux gars, deux filles, provenant de quatre institutions différentes. Il s'agit de Pierre-Luc (UQAM), de Sophie (soins infirmiers, Saint-Laurent), de Guillaume (U de M) et d'Emma (Maisonneuve).

Pour mettre les choses en perspective, le RAME est une organisation toute jeune. Selon Sophie, l'idée de former un réseau a été lancée pendant une retraite du groupe étudiant Libertad. L'organisation a été fondée lors de deux assemblées générales tenues l'été dernier, à Montréal. L'assemblée générale du réseau se rencontre selon les besoins, toutes les quatre à six semaines. Entre les AG, il y a trois comités : le comité de suivi, le comité d'agitprop et le comité activités. Une cinquantaine de personnes, issues d'une dizaine d'institutions, participent plus ou moins activement aux débats du groupe. Pour l'instant, le membership du RAME est individuel, mais certains comités locaux songent à en faire partie en tant que groupe. Le membership individuel versus le membership de groupes est une question qui n'est pas tout à fait réglée. Le RAME aimerait bien favoriser l'apparition de collectifs un peu partout, mais est en même temps conscient que ce n'est pas possible dans toutes les écoles,

## CONTRE LES PRIVATISATIONS : CONSTRUISONS L'AUTOGESTION!

### UN SYSTÈME D'ÉDUCATION PUBLIC? LAISSEZ-NOUS RIRE !

Cela fait déjà plusieurs années qu'une privatisation à rebours est enclenchée dans les cégeps et les universités. Au fil du temps, ce processus s'est manifesté de multiples façons, toutes plus insidieuses les unes que les autres. Comme ce fut le cas pour les autres "services publics", le système d'éducation n'a pas été complètement privatisé du jour au lendemain. L'État a commencé par attaquer tout ce qui ne relevait pas de sa mission éducative en ayant massivement recours à la sous-traitance. L'esprit corporatiste aidant, le gouvernement savait pertinemment que ni les fédérations étudiantes, ni les syndicats de profs n'allaient se mobiliser pour celles et ceux qui bossent dans l'entretien ménager ou les services de cafétéria. Fiers de leur coup, les technocrates ont ensuite proposé de mieux "arrimer" la formation technique aux besoins du Marché. Les étudiantes et les étudiants des secteurs techniques, satisfaites de pouvoir obtenir un diplôme reconnu par l'industrie, n'ont pas manifesté leur désaccord. Aujourd'hui, on forme sur mesure des techniciens et des techniciennes pour l'entreprise privée, comme autant de machines produites et assemblées sur une même chaîne de montage. Mais lorsque le Capital n'a plus besoin de ses outils, il n'hésite pas à les mettre aux poubelles et les remplacer par de nouveaux, mieux adaptés aux nouvelles réalités du Marché du travail\*

Chaque crise économique renvoie sur les bancs d'école des milliers de travailleurs et de travailleuses qui doivent se plier aux exigences du Capital et devenir plus "performant-es". Cette reconversion forcée se fait évidemment aux frais des étudiant-es qui en payent maintenant le prix. Nous connaissons tous et toutes les effets pervers d'un système d'éducation qui impose des frais de scolarité avec comme seul horizon possible la spirale de l'endettement. Or, la multiplication des frais de toutes sortes a été rendue possible par les compromis que les fédérations étudiantes et les

principaux syndicats du secteur public ont faits avec le pouvoir pour atteindre les objectifs fixés par les grands bonzes de la salubrité économique. Lorsque l'État sort sa bourse, il pose désormais ses conditions: tout nouveau financement de l'éducation est conditionnel à l'application du "nouveau" credo capitaliste. Pour s'en convaincre, nous n'avons qu'à penser aux fameux "contrats de performance" ou encore à "l'approche par compétence". Qu'on soit à l'école ou à l'usine, il faut être productif, flexible et fermer sa gueule pendant que le Capital empoche les dividendes.

### **Au lieu de leur demander des miettes, passons à l'action directe!**

Plus que jamais, il faut en finir avec les courbettes devant les patrons, les flics et les politiciens de tout acabit. Nous n'avons pas besoin de leur permission pour définir individuellement et collectivement du monde dans lequel nous souhaitons vivre et les moyens d'y parvenir. Ce processus commence précisément par une critique du système de domination actuel, dont le réseau éducatif fait partie intégrante. Parlons-en de l'éducation qu'on reçoit! Elle sert plus souvent qu'autrement à reproduire le système tel qu'il est présentement, à faire de nous des pantins, à nier notre sens critique et nos intuitions créatrices. Cette éducation n'est pas destinée à faire de nous les sujets à part entière de notre existence, ni même à répondre aux besoins les plus criant de notre société, mais à conforter les bases sociales qui permettent au Capital de fructifier et à l'État de gouverner. Érigé sur une société inégalitaire, ce système d'éducation ne peut être réformé par des demandes à la pièce. Bien sûr, nous devons combattre les contre-réformes que l'État et le patronat souhaitent nous imposer de gré ou de force. Toutefois, nous devons également nous préparer à construire d'autres projets éducatifs qui soient réellement démocratiques, accessibles et pluralistes, à la mesure des désirs de changement que nous portons collectivement.

Pour nous, une telle transformation révolutionnaire passe par l'autogestion généralisée des lieux de vie et de travail, incluant les institutions d'enseignement. La perspective autogestionnaire fait partie intégrante du projet et de la pratique communiste libertaire. Pour contrôler notre vie, il nous faut également contrôler le travail et les moyens de production. Autogérer nos collèges et nos universités, cela signifie exercer un réel contrôle sur les objectifs et le contenu du savoir qui est produit et transmis en le débarrassant de toute vision hiérarchique, autoritaire ou capitaliste. Au lieu de laisser ce pouvoir dans les mains du gouvernement, des technocrates ou des chambres de commerce, commençons à l'exercer nous-mêmes, sans intermédiaire. Il ne s'agit pas de reproduire, ni de gérer le système d'éducation actuel comme le ferait des administrateurs zélés, mais bien d'en imaginer un autre plus en mesure de répondre à nos besoins et à nos intérêts. Pour y arriver, il faut multiplier les moments de ruptures avec l'ordre établi, créer des brèches dans le train-train quotidien et rallier la majorité des étudiantes et des étudiants à ce projet de transformation sociale. Des groupes comme l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) proposent de tenir une grève générale contre le projet de Zone de libre-échange des Amériques au mois de novembre 2002. Plutôt que de fermer les écoles

coupure dans les bourses (6). Pour sa part, la FECQ considère que les autres revendications aussi sont importantes (7)... seulement, elle ne fait rien pour les obtenir! Par conséquent, la FECQ et la FEUQ proposent l'arrimage du réseau collégial au Marché, un déclin de l'autonomie économique étudiante en octroyant les prêts à chaque mois plutôt qu'au début des sessions, le calcul du plafond des prêts en fonction des frais afférents, des frais de scolarité pour le niveau universitaire, etc... Victoire! Le gouvernement recule et redonne aux étudiants leurs 103 millions\$! Vous vous imaginez où nous en serons après plusieurs victoires de ce genre? Dans ce contexte, les seules victoires sont pour le gouvernement et pour les carriéristes qui se forgent une place au PQ, alors que nous, les étudiants, nous sommes encore perdants... Bien sur, la grève n'est pas finie et rien ne dit qu'elle se terminera ainsi. Il est toutefois inquiétant de voir que le gouvernement ne dialogue qu'avec la FECQ-FEUQ et que ces fédérations ne demanderont probablement pas le consentement des étudiants avant de prendre une décision. Toutefois, c'est nous tous qui sommes en grève et c'est nous tous qui décideront de son sort. Il est impératif que nous prenions en main notre mouvement, que l'on profite du rapport de force en place pour aller de l'avant. Car si nous ne le faisons pas maintenant, quand le ferons-nous?

PS: Ce texte a été écrit le 13 Mars, et lors de discussions, certaines personnes ont dit ne pas partager mon optimisme par rapport aux 103 millions. Il s'avère aujourd'hui qu'elles avaient sûrement raison, la FEUQ laisse déjà entendre qu'elle accepterait une entente qui ne comprendrait pas en entier les 103 millions...

*Notes:*

- 1) *On doit ici noter une exception à Montebello, qui fut vraiment une exception puisque les fédés doivent être bien sages si elles veulent négocier avec le gouvernement...*
- 2) *Coalition de l'ASSÉ Élargie.*
- 3) *Référence à l'AG du referendum de grève au Cegep Beauce Appalaches.*
- 4) *Mouvement pour le Droit à l'Éducation.*
- 5) *Copié mot pour mot du tract "grève générale étudiante - 1996" de l'ASSÉ.*
- 6) *<http://www.greve.qc.ca/documents/bilanLiberal.pdf>*
- 7) *C'est ce que la déléguée a dit juste avant de parler de leur plan!*

***Pour une école libre et gratuite  
Un militant du collectif anarchiste les Va-Nu-Pieds  
(NEFAC St-Georges 2005)  
<http://nefac.net/node/1475>***

## **QUELLE VICTOIRE POUR LES ÉTUDIANTES?**

C'est parti ! Voyant qu'elles perdent le contrôle du mouvement étudiant et qu'un autre syndicat plus radical prend de l'ampleur, les grandes fédérations étudiantes (FECQ-FEUQ) se voient forcées de se prononcer pour la grève générale illimitée... Bien qu'on puisse voir d'un bon œil la radicalisation de ceux qui préféreraient investir dans de la pub et des actions symboliques (1), cette situation semble toutefois nous mener dans une position de déjà-vu...

À voir l'ampleur du mouvement actuel, il semble à peu près certain que les 103 millions coupés dans les bourses nous reviendront. Le problème, c'est que les fédérations étudiantes, loin de profiter du momentum pour aller plus loin, feront comme lors de la grève générale de 1996 et diront aux étudiants de rentrer bien gentiment dans leur classes, quitte à subir les impacts négatifs du reste des réformes que ces fédérations refusent de combattre. Interrogée à propos des autres enjeux que la CASSÉÉ (2) fait valoir, une déléguée de la FECQ a très bien expliqué le plan des fédérations (3)... Ça se résume ainsi: "Si on fait quatre revendications, alors ils peuvent n'en satisfaire que 3 des 4 et nous n'aurons pas eu satisfaction sur la plus importante. Nous, on vise sur une seule revendication, alors le gouvernement ne peut pas nous faire ce coup là". Pour eux, il n'est pas question de se battre jusqu'à ce que l'on obtienne tout ce qu'on nous a pris. Au lieu de ça, ce que les fédérations étudiantes font valoir, c'est "vous pouvez nous taper dessus, mais ne frappez pas trop fort!".

Ce qui se passe aujourd'hui semble nous mener vers une "victoire" qui ressemble étrangement à celle de 1996. Les fédérations avaient récupéré le mouvement de grève initié par le MDE (4) pour obtenir du gouvernement une entente à rabais. Pendant que les étudiants et les étudiantes retournaient en classe, que certains criaient victoire à propos du maintien du gel des frais de scolarité à l'université, du plafond des frais dans les cégeps et du régime des prêts et bourses (5), ils et elles devaient désormais faire face au retour de la taxe à l'échec au collégial.

Aujourd'hui, on a affaire au même genre de récupération du mouvement de grève étudiante et de redirection des revendications vers une moindre défaite, qu'ils appelleront victoire. Pourtant, les fédérations ne sont pas sans connaître les autres attaques que les étudiants et étudiantes subissent. Le bilan que la FEUQ a fait du gouvernement Charest fait état de bien plus de reculs que les 103 millions de

en se gelant le cul dehors, ouvrons toute grande la porte à une grève générale auto-gestionnaire dans les cégeps et les universités. Vive les occupations illimitées! Vive la gymnastique révolutionnaire!

Pour l'anarchie et le communisme

*Union locale de Québec (NEFAC)*

---

## **GRÈVE GÉNÉRALE 2005**

### **LA GRÈVE EN ÉDUCATION EST UN BAUME QUI DOIT S'ÉTENDRE !**

Après avoir mis des bâtons dans les roues des syndicats, après avoir coupé dans l'aide sociale des plus jeunes, après avoir bonifié les garderies à 5 piasses en garderies à 7 piasses, voilà que le gouvernement Charest s'attaque à l'éducation. Au cours des deux dernières années, on a vu les travailleurs, les travailleuses, les pauvres et les exclus de notre société être balayés sous le tapis. Est-ce que les étudiantes du Québec réussiront à placer leur grain de sable dans les rouages de la machine néolibérale ?

On imagine joyeusement Jean Charest comme un punching-bag, une cible en carton ou un pigeon d'argile. C'est tout naturel. Tant la physionomie que les actions de ce personnage justifient qu'on ne l'aime pas. Pourtant, Charest ne fait que concrétiser

tiser ce que fantasment tous les hommes d'affaire depuis longtemps : une population de travailleurs sans protection sociale, n'ayant que leur travail à vendre, prêts à accepter n'importe quel salaire à n'importe quelles conditions. Peu de gens, sauf les patrons, veulent de ce que le gouvernement libéral nous propose : la sous-traitance, la privatisation... la Wal-Martisation de nos relations de travail.

La " réingénierie " de l'éducation obéit aux mêmes impératifs idéologiques idiots que la " réingénierie " des autres secteurs : " ce qui ne profite pas aux investisseurs ne profite à personne ". En réalité, une éducation accessible et gratuite est impérative à la participation de toutes et tous aux prises de décisions qu'une société qui se dit démocratique implique. Le savoir devrait y jouer un rôle social actif et proposer des solutions saines aux problèmes qu'on y rencontre. On ne devrait jamais faire confiance au " marché " pour faire des choix logiques en matière d'éducation comme ailleurs. C'est pourquoi la privatisation ou l'embourgeoisement de l'éducation sont les pires scénarios que l'on puisse imaginer. Abandonner le contrôle des écoles aux grosses corporations et aux riches, c'est comme donner une pilule jaune à un Pac-Man méchant ou l'avenue du parc au plus riche joueur au Monopoly : c'est carrément l'équivalent d'un suicide collectif.

En lisant ce numéro spécial de Cause Commune, y'a des gens qui doivent se demander : " De quoi la NEFAC se mêle avec la grève étudiante? ". Nous avons la réputation d'être des jeunes travailleurs-euses qui ne s'intéressent qu'aux luttes syndicales (ouvrières). Si le syndicalisme est effectivement un de nos intérêts et un de nos champs de lutte, réduire l'activité de la NEFAC strictement au support des luttes syndicales relève d'une pensée assez réductrice. En fait, nous sommes avant tout une organisation pour qui la lutte des classes, dans toute sa globalité, est l'endroit où les politiques libertaires ont naturellement leur place et où elles ont le plus de chance d'être reprises et popularisées. Présentement, le combat qui oppose les étudiant-e-s et le gouvernement Charest à propos de l'accessibilité à l'éducation relève d'une lutte des classes entre les étudiant-e-s issues des classes populaires et les intérêts capitalistes du système d'éducation. Voilà pourquoi nous supportons la grève étudiante.

Aux gens qui pourraient penser que voulons récupérer la lutte, nous leur répondons que nous sommes en tout temps pour l'autonomie des mouvements sociaux. Dans le cas actuel, ça veut dire que nous voulons que l'orientation des grèves, actions et manifestations étudiantes soit décidée par les instances qui sont propres au mouvement étudiant (assemblées générales, comités de grève, etc.). Notre rôle, en tant qu'organisation révolutionnaire, n'est que d'appuyer la lutte, d'agiter pour qu'elle se radicalise et de rappeler les expériences du passé.

De toutes façons, quitte à gâcher la (fausse) image que les gens se font de nous, nous allons dévoiler au grand public que ce n'est pas tous les membres de la NEFAC qui se tapent les " 40 heures " par semaine de travail salarié et qu'il y a

aussi des étudiant-e-s parmi nous! D'autres retourneront probablement un jour à l'école pour poursuivre leurs études.

Encore d'autres ont des enfants qui fréquenteront dans le futur les cégeps et universités. Dans ce sens, c'est tout à fait dans nos intérêts que la présente grève soit victorieuse pour le mouvement étudiant

*(Grève 2005)*

*Cause Commune spécial*

## **LA FECQ-FEUQ NE NOUS REPRÉSENTE PAS**

"La FECQ-FEUQ ne nous représente pas" pouvait-on lire sur une bannière lors de la manifestation d'ouverture de la grève étudiante, le jeudi 24 février passé. Cette même bannière se retrouve présentement "aux barricades" devant l'entrée du Cégep du Vieux-Montréal, qui est occupée par les étudiant-e-s en grève.

Il faut comprendre la portée d'une telle affirmation, qui est plus qu'un simple slogan, mais bien une position cruciale à prendre durant la grève. Refuser que la Fédération des Étudiant-e-s du Collégial du Québec (FECQ) et son organisation jumelle la Fédération des Étudiant-e-s Universitaires du Québec prennent le contrôle d'un mouvement qui est le fruit de mois de mobilisation à la base n'est que logique, et n'est qu'en fait la continuité de ce qui a été entrepris. Refuser la représentation de représentant-e-s illégitimes est un pas vers l'autogestion de la lutte.

Il n'y a rien de glorieux à s'asseoir à la table avec le gouvernement et d'entreprendre des négociations. Par contre, faute d'une rupture complète avec le système d'éducation actuel (et dans une plus large mesure, avec le système capitaliste!), des négociations seront nécessaires pour consolider les gains possibles de la grève. En 1996, lors de la dernière grande grève générale, la FECQ-FEUQ avait 'dépassé' le MDE et le mouvement de base pour s'imposer comme interlocuteur principal avec le gouvernement. Alors qu'ils ont officialisé le gel des frais de scolarité (ce qui était vraisemblablement déjà gagné à cause de la force et de l'ampleur du mouvement), ils ont aussi concédé un recul important, celui de la taxe à l'échec, une mesure terriblement impopulaire qui en fait pénalisait les étudiant-e-s les plus pauvres qui coulaient leurs cours.

Quand vient le temps de négocier avec la partie qui nous oppose, les libertaires exigent des représentant-e-s dûment mandatés et révocables en tout temps. Toute entente avec le gouvernement devrait par la suite être acceptée en assemblée générale. À quoi bon de lutter si l'on ne décide pas de l'orientation de son mouvement?